



## FAITS MARQUANTS DU FPHN 2015: VENDREDI, 26 JUIN 2015

La troisième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) s'est ouverte le vendredi 26 juin 2015 au Siège des Nations Unies à New York. L'ordre du jour du FPHN a été adopté lors d'une plénière d'ouverture, qui a été suivie de deux dialogues modérés portant respectivement sur les thèmes « Modeler le monde d'ici 2030: de la vision à l'action transformatrice » et « Le rôle des entreprises dans la mise en œuvre ».

### PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Martin Sajdik, Président de l'ECOSOC, a ouvert la session du FPHN en adressant ses condoléances au Koweït et à la Tunisie pour les récentes attaques terroristes. Il a présenté le programme provisoire (E/HLPF/2015/1), qui a été adopté par acclamation.

Notant que 2015 marque un tournant essentiel pour le développement durable, Sajdik a affirmé que ce ne doit pas être uniquement l'année où les peuples et les leaders partagent un rêve, mais également l'année pour se mobiliser et atteindre ce rêve. Il a souligné que la session en cours du FPHN est cruciale pour se préparer à adopter le programme de développement pour l'après-2015, en affirmant que le FPHN peut soutenir la mise en œuvre de façon à « démarrer sur les chapeaux de roue ».

Rudolf Hundstorfer, Ministre fédéral autrichien du travail, des affaires sociales et de la protection des consommateurs, a décrit les travaux réalisés à ce jour notamment dans la définition des ODD. Il a estimé que le FPHN devrait jouer un rôle de supervision prépondérant dans la mise en œuvre des ODD, en soulignant l'importance de disposer de politiques sociales appropriées au service de la mise en œuvre.

Thomas Gass, Secrétaire-général adjoint des Nations Unies à la coordination des politiques et aux affaires inter-institutions, s'exprimant au nom de Wu Hongbo, Sous-secrétaire général des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, a mis en exergue la révision de l'architecture du programme de développement pour l'après-2015 pour s'assurer que les ODD soient traduits en actions tangibles, en soulignant les rôles du FPHN et de l'ECOSOC. Il a également souligné l'importance de la participation des parties prenantes.

Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul, Turquie, a mis en avant l'engagement des gouvernements locaux et des autorités infranationales pour la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 ainsi que pour son suivi et sa vérification à compter de 2016. Il a souligné l'importance d'une coopération et d'une coordination multi-niveaux pour le succès de la mise en œuvre du programme et pour l'inclusion des groupes vulnérables.

Frances Zainoeddin, de Grey Panthers New York, en représentation des parties prenantes vieillissantes, a souligné le besoin de prendre en compte tous les âges de la vie des personnes dans le cadre du programme du FPHN à travers une véritable consultation des parties prenantes, en affirmant que « toutes les personnes comptent et devraient être prises en

compte ». Afin de concevoir des politiques et des programmes intégrateurs pour tous les groupes sociaux, elle a appelé à des données désagrégées, notamment en matière de: revenu; genre; âge; appartenance ethnique; et localisation géographique.

Pour assurer un avenir durable pour toutes les générations, Hirotaka Koike, de la Plateforme japonaise de la jeunesse pour l'après-2015, au nom du Grand groupe ENFANCE ET JEUNESSE, a évoqué l'importance de prendre en compte les empreintes écologiques et les limites de la planète dans la mise en œuvre et dans la suivi du programme de développement pour l'après-2015. Il a signalé le besoin d'une évaluation par un comité, avec des rapports intégraux et une participation des parties prenantes, pour s'assurer d'atteindre des résultats véritablement durables.

### « MODELER LE MONDE D'ICI 2030: DE LA VISION A L'ACTION TRANSFORMATRICE »

Signalant que les ODD seront de nature universelle, David Donoghue, Co-Facilitateur des négociations sur le programme de développement pour l'après-2015 et Représentant permanent de l'Irlande aux Nations Unies, a déclaré que le FPHN se situe au sommet d'un processus d'examen mondial pour les ODD. Il a souligné que le travail du FPHN devrait être conduit de façon inclusive et éclairé par des rapports annuels d'avancement ainsi que par le Rapport mondial sur le développement durable.

Henry Bonsu, animateur international, Ghana, a modéré la discussions, en demandant aux intervenants de répondre à trois questions: les processus intergouvernementaux ont-ils correctement saisi le niveau d'ambition requis pour le développement durable; quelles sont les questions clés pour le succès de la vision mondiale et de l'action transformatrice; et comment les travaux du FPHN peuvent-ils être soutenus au niveau des pays.

Juan Manuel Gómez Robledo, Ministre adjoint aux affaires multilatérales et aux droits de l'homme, Mexique, a souligné que les ODD sont soumis à négociation, contrairement aux OMD, et a mis en exergue leurs universalité et leur caractère inclusif, ainsi que l'intégration d'aspects transversaux tels que les migrations. Il a signalé le besoin d'approches régionales et l'importance de l'évaluation des politiques aux niveaux national et local.

Mayacine Camara, Ministère sénégalais de l'économie, des finances et de la planification, et Président du Forum régional africain sur le développement durable, a souligné que, même si les OMD ont contribué à atteindre des cibles en relation à la pauvreté, à la santé et à l'éducation, les inégalités persistent néanmoins et augmentent, notamment pour les plus jeunes.

Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population, a décrit plusieurs questions clés relatives à la jeunesse dans le programme de développement pour l'après-2015: activer la possibilité de capitaliser le dividende démographique; inclure les trois « E » de l'éducation, l'autonomisation (empowerment en anglais) et l'emploi; développer des données intégrales pour soutenir la mise en œuvre et le suivi; et être attentifs aux programmes des niveaux

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Olivia Freeman, Sandra Gagnon, Ph.D., Kate Louw et Anna Schulz. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du Bulletin sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au Bulletin, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du Bulletin en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB présent au FPHN 2015 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anna@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

national et infranational pour s'assurer que personne ne soit laissé pour compte, et que les femmes et les enfants bénéficient de tous les ODD.

Le Participant Marwan Bishtawi, de Pax Romana, au nom du groupe ENFANCE ET JEUNESSE, a souligné l'importance du suivi et de la responsabilisation pour s'assurer que le développement durable devienne une réalité. Pour créer un « avenir que nous puissions tous célébrer », il a estimé que ce processus devrait inclure les enfants et les jeunes, et œuvrer pour, entre autres: parvenir au développement dans le respect des limites et capacités planétaires; garantir le respect de genre; éradiquer la pauvreté; et respecter la dignité de la personne humaine.

En réponse à une question, Bishtawi a souligné l'importance de reconnaître que la façon d'allouer les ressources détermine la représentation et définit qui est laissé pour compte.

Au cours des discussions, le Co-Facilitateur de l'après 2015 Donoghue a déclaré que les interventions des Grands groupes et autres parties prenantes ont été essentielles dans les discussions sur le programme de développement pour l'après-2015.

Sur la question de la coordination efficace entre agentes et programmes des Nations Unies, Osotimehin a estimé que la coordination au niveau des pays est essentielle pour faire une réelle différence.

Le Ministre adjoint Robledo, concernant les futures fonctions du FPHN, a suggéré qu'une fois achevés les examens de mise en œuvre au niveau national, le FPHN pourrait servir de plateforme pour l'échange de meilleures pratiques.

Camara a indiqué qu'une assistance financière va être nécessaire pour la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, mais a noté le besoin d'évaluer les lacunes pour déterminer vers où diriger les fonds.

Au cours des discussions, les participants ont mis en exergue: la transparence et la participation dans le processus préparatoire; la prise en compte des intérêts des pays en développement et des plus vulnérables; les mécanismes de transfert de technologies; l'engagement des jeunes; les façons d'intégrer le suivi et l'examen; le rôle des institutions; les façons de traduire les objectifs en actions sans perdre leur sens ni leur profondeur; les processus participatifs aux niveaux national et local pour intégrer les citoyens; et la façon d'améliorer la communication du programme de développement pour l'après-2015.

### « LE RÔLE DES ENTREPRISES DANS LA MISE EN ŒUVRE »

Le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik, a ouvert la session, en soulignant le rôle important des entreprises et des industries pour modeler « l'avenir durable que nous souhaitons ». Il a évoqué les messages issus du Forum de partenariats de l'ECOSOC, qui s'est déroulé le 28 mai 2015 au Siège des Nations Unies à New York, et notamment le fait que les partenariats multipartites devraient être alignés avec les ODD et s'appuyer sur les partenariats existants.

La Modératrice Amina Mohammed, Conseillère spéciale auprès du Secrétaire-général des Nations Unies sur la planification du développement l'après 2015, a présenté la discussion en panel sur le rôle des entreprises dans la mise en œuvre du programme de développement durable.

Mark Moody-Stuart, Présidente de la Fondation pour le Pacte mondial, a souligné que pour permettre aux entreprises de surmonter les obstacles et de contribuer à la réalisation du programme de développement pour l'après-2015, il est impératif de mettre en place des réglementations qui encouragent la créativité en affaires, et de reconnaître les limites du marché quant à sa capacité à réaliser ce programme.

Toshio Arima, Directeur et Membre exécutif au Conseil de la Fuji Xerox, Japon, a souligné qu'entretenir des liens étroits avec les clients et les ONG est fondamental pour dégager des opportunités d'action collective permettant aux entreprises de contribuer au programme de développement durable.

Jeff Seabright, Directeur de la durabilité chez Unilever, Royaume-Uni, a décrit le rôle critique que joue le secteur privé dans la réalisation des ODD à la fois en tant que moteur d'innovation et comme source considérable de capital global. Pour capitaliser le potentiel du secteur privé, il a souligné le besoin, entre autres, de bâtir une compréhension et des voies d'engagement autour de partenariats à travers des plateformes et des coalitions.

Jean-François Zinsou, Représentant permanent du Bénin aux Nations Unies, et Président du groupe des Pays les moins avancés (PMA), a reconnu le besoin: d'investir dans des énergies propres et dans le transfert de technologies; d'augmenter l'investissement direct étranger; d'appliquer des approches multipartites; d'investissements publics efficaces complétés par les investissements du secteur privé; et de services plus rentables pour attirer l'investissement du secteur privé dans les PMA.

Annika Lindblom, du Ministère de l'environnement dans la Finlande, a rappelé que les réactions des entreprises concernant le développement durable étaient autrefois défensives, mais que maintenant les gouvernements et le secteur privé se voient comme des alliés dans la bataille pour le développement durable. Elle a souligné que les partenariats entre les entreprises et les gouvernements doivent être fondés sur la confiance mutuelle.

L'intervenant Francis Gurry, Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, a abordé les défis, en appelant à identifier des moyens de relier les impératifs des processus de développement durable des Nations Unies aux garanties pour le secteur privé en matière d'engagement. Notant les asymétries dans la distribution de la technologie, il a souligné que, dans une économie du savoir, demander le transfert de technologies équivaut à demander à des entreprises spécifiques de transférer ou d'éliminer leur avantage compétitif.

Diego Azzi, de la Confédération internationale des syndicats commerciaux, Brésil, a déclaré que le point central de la discussion est la façon dont les entreprises peuvent créer des emplois décents, en notant que les intérêts des secteurs public et privé ne sont pas toujours alignés. Il a affirmé que le secteur privé a le potentiel de contribuer aux stratégies de développement économique et social en encourageant le dialogue social.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont souligné: que les entreprises et le secteur privé seront une source d'innovation pour la mise en œuvre des ODD; le rôle des partenariats public-privé; et que certains services de base devraient toujours être fournis par l'Etat.

Les délégués ont également soulevé des questions concernant: les moyens d'inciter les entreprises à rejoindre des initiatives comme le Pacte mondial; la façon d'assurer que les approches volontaires n'entraînent pas des abus du point de vue des droits humains; la reconnaissance des limites de la planète; la façon de développer les capacités managériales des organisations multipartites; les moyens d'équilibrer les relations entre l'Etat et le secteur privé; les standards de transparence; la façon de garantir un accès aux droits humains, notamment pour les femmes et les enfants travailleurs; la façon dont le développement et la croissance s'articulent entre eux; et des changements plus transformateurs et avec davantage d'impact.

Le Président Sajdik a réitéré que le secteur privé est requis pour « démolir les murs » et faire du programme de développement pour l'après-2015 un véritable succès.

### DANS LES COULOIRS

La première journée du FPHN s'est ouverte sur un parterre de délégués s'appropriant pour les discussions sur les fonctions et la forme futures du FPHN. Nombre d'entre eux signalaient un consensus général sur le fait que le FPHN sera, à l'avenir, « l'organe au sommet », principalement chargé du suivi et de l'examen, comme cela transparaît dans la version la plus récente de l'avant projet du document final des négociations sur le programme de développement pour l'après-2015.

Certains ont cependant appelé à la prudence, en affirmant qu'il subsiste des incertitudes concernant les futures fonctions du FPHN car les négociations du programme de développement pour l'après-2015 ne sont pas encore achevées. Un délégué chevronné affirmait au détour d'une conversation que « tout ce que nous disons aujourd'hui peut être faux dans quelques années ». Un autre a renchéri toutefois en disant qu'à ce stade il y a plus de questions que de réponses, et que le fait d'essayer d'y répondre constitue en soi une opportunité de succès.